

TREATY SERIES. No. 11.

1895.

CONVENTION

BETWEEN

GREAT BRITAIN AND THE NETHERLANDS

SUBMITTING TO ARBITRATION
THE CLAIMS ARISING OUT OF THE ARREST
OF THE CAPTAIN OF THE
“COSTA RICA PACKET” OF SYDNEY.

Signed at The Hague, May 16, 1895

[*Ratifications exchanged at the Hague, July 20, 1895.*]

*Presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty.
August 1895.*

LONDON :

PRINTED FOR HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,

PRINTERS IN ORDINARY TO HER MAJESTY.

And to be purchased, either directly or through any Bookseller, from
EYRE & SPOTTISWOODE, East Harding Street, Fleet Street, E.C., and
32, Abingdon Street, Westminster, S.W.; or
JOHN MENZIES & Co., 12, Hanover Street, Edinburgh, and
90, West Nile Street, Glasgow; or
HODGES, FIGGIS & Co., Limited, 104, Grafton Street, Dublin.

[C.—7832.] Price $\frac{1}{2}d$.

CONVENTION BETWEEN GREAT BRITAIN
AND THE NETHERLANDS SUBMITTING TO
ARBITRATION THE CLAIMS ARISING OUT
OF THE ARREST OF THE CAPTAIN OF THE
“COSTA RICA PACKET” OF SYDNEY.

Signed at The Hague, May 16, 1895.

[*Ratifications exchanged at the Hague, July 20, 1895.*]

SA Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, et Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et, en son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume :

Considérant que le Gouvernement Britannique a adressé au Gouvernement des Pays-Bas des réclamations du chef de l'arrestation et de la détention préventive aux Indes Néerlandaises du Sieur Carpenter, capitaine du baleinier “Costa Rica Packet” de Sydney ; que ces réclamations concernent non seulement les dommages qui, d'après le Gouvernement Britannique, ont été soufferts par le dit capitaine personnellement, mais encore ceux qui ont été subis par les officiers, l'équipage, et les propriétaires du dit bâtiment, et qui doivent être considérés comme étant les conséquences nécessaires de la détention préventive du capitaine ;

Considérant que le Gouvernement des Pays-Bas conteste le bien fondé en droit de chacune de ces réclamations, estimant qu'aucune indemnité ne saurait être portée à la charge du Gouvernement des Pays-Bas du chef de l'arrestation ou de la détention préventive du dit capitaine, ni en faveur du capitaine, ni, à plus forte raison, en faveur d'autres personnes qui allèguent avoir souffert des dommages qui devraient être considérés comme étant des conséquences nécessaires de cette détention préventive ; que même, si de telles réclamations pouvaient être admises en droit comme devant tomber à la charge du Gouvernement des Pays-Bas, il n'en résulterait nullement que les dommages susmentionnés, prétendument soufferts soit par le capitaine, soit par les officiers, l'équipage, et les propriétaires du dit bâtiment, devraient être considérés comme suffisamment justifiés ;

Désirant mettre fin à l'amiable au différend survenu de ce chef,

Ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, Sir Horace Rumbold, Baronet du

Royaume de la Grande-Bretagne, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Très Distingué des Saint-Michel et Saint-Georges, &c., &c., son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Cour des Pays-Bas ; et

Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume des Pays-Bas, les Sieurs Jonkheer Joan Röell, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, Ministre des Affaires Etrangères ; et Jacques Henri Bergsma, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, Ministre des Colonies ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :—

ARTICLE I.

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, conviennent d'inviter le Gouvernement d'une Puissance tierce à désigner parmi ses sujets un jurisconsulte d'une réputation incontestée pour prononcer comme Arbitre dans le différend mentionné ci-dessus.

ARTICLE II.

Cet Arbitre aura à prendre connaissance des réclamations d'indemnité susmentionnées formulées par le Gouvernement Britannique, à charge du Gouvernement des Pays-Bas, tant en faveur du capitaine du baleinier "Costa Rica Packet" qu'en faveur des officiers, de l'équipage, et des propriétaires de ce bâtiment.

ARTICLE III.

La Partie demanderesse remettra à l'Arbitre, dans un délai de trois mois après l'échange des ratifications de la présente Convention, un Mémoire à l'appui de sa demande, et en fera parvenir immédiatement une copie à la Partie défenderesse.

Dans un délai de trois mois après la réception de cette copie, la Partie défenderesse remettra à l'Arbitre un Contre-Mémoire, dont il fera parvenir immédiatement une copie à la Partie demanderesse.

En déans trois mois après la réception de cette copie la Partie demanderesse pourra, si elle le juge utile, remettre à l'Arbitre un nouveau Mémoire, dont elle fera parvenir immédiatement une copie à la Partie défenderesse, qui pourra également, en déans trois mois après la réception de cette copie, remettre à l'Arbitre un nouveau Mémoire, dont il fera parvenir immédiatement une copie à la Partie demanderesse.

L'Arbitre est autorisé à accorder à chacune des Parties qui le demanderait une prorogation d'un mois par rapport à tous les délais mentionnés dans cet Article.

ARTICLE IV.

Après l'échange de ces Mémoires aucune communication ni écrite, ni verbale, ne sera faite à l'Arbitre, à moins que celui-ci ne s'adresse aux Parties pour obtenir d'elles, ou de l'une d'elles, des renseignements ultérieurs par écrit.

La Partie qui donnera ces renseignements en fera parvenir immédiatement une copie à l'autre Partie, et celle-ci pourra, si bon lui semble, en déans un mois après la réception de cette copie, communiquer par écrit à l'Arbitre les observations auxquelles ils lui donneront lieu. Ces observations seront également communiquées immédiatement en copie à la Partie adverse.

ARTICLE V.

L'Arbitre décidera de toutes les questions qui pourraient surgir relativement à la procédure dans le cours du litige.

ARTICLE VI.

Dans sa sentence, qui sera communiquée par lui aux deux Parties Contractantes, l'Arbitre, tout en tenant compte des principes du droit des gens, décidera à l'égard de chaque réclamation formulée à charge du Gouvernement des Pays-Bas, si elle est bien fondée, et, dans l'affirmative, si les faits sur lesquels chacune de ces réclamations est basée sont prouvés.

Dans ce cas l'Arbitre fixera le montant de l'indemnité due par le Gouvernement des Pays-Bas du chef des dommages soufferts par le capitaine du "Costa Rica Packet" personnellement; de même que du chef des dommages qui auront été justifiés avoir été soufferts par les officiers, l'équipage, et les propriétaires du dit bâtiment comme conséquences nécessaires de la détention préventive du capitaine.

Sans préjudice de l'obligation incombant à la Partie demanderesse de justifier les dommages soufferts, l'Arbitre pourra, s'il le juge opportun, inviter chaque Gouvernement à désigner un expert commercial pour l'aider, en sa dite qualité, à fixer le montant de l'indemnité.

ARTICLE VII.

L'Arbitre fixera également dans sa sentence le montant des frais nécessaires occasionnés par l'Arbitrage, et décidera laquelle des Parties aura à les supporter. Ces frais, dont il est bien entendu que le montant devra être limité autant que possible, pourront être compensés en tout ou en partie.

ARTICLE VIII.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à accepter comme jugement en dernier ressort la décision prononcée par l'Arbitre dans les limites de la présente Convention, et à s'y soumettre sans aucune réserve.

ARTICLE IX.

La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications, qui aura lieu à La Haye aussitôt que possible après que la Convention aura reçu l'approbation des États-Généraux des Pays-Bas.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double à La Haye, le 16 Mai, 1895.

(Signé) HORACE RUMBOLD.
J. RÖELL.
J. BERGSMA.

(Translation.)

HER Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and Her Majesty the Queen of the Netherlands, and, in her name, Her Majesty the Queen-Regent of the Kingdom ;

Considering that the British Government has preferred certain claims against the Government of the Netherlands on account of the arrest and precautionary detention in the Netherland Indies of Mr. Carpenter, master of the whaler "Costa Rica Packet," of Sydney ; and that these claims relate not only to the injuries which, according to the British Government, were sustained by the said master personally, but also to those which were suffered by the officers, crew, and owners of the said vessel, and which must be considered as being the necessary consequences of the precautionary detention of the master ;

Considering that the Government of the Netherlands disputes the validity of each of these claims, maintaining that no indemnity should be chargeable to the Netherland Government on account of the arrest and precautionary detention of the said master, either in favour of the master, or, *à fortiori*, in favour of other persons alleged to have suffered injuries which might be considered as being the necessary outcome of this precautionary detention ; that even if such claims could be admitted as properly chargeable to the Government of the Netherlands, it would by no means result that the injuries above mentioned, alleged to have been sustained whether by the master, the officers, the crew, or the owners of the said vessel, must be regarded as sufficiently established ;

Wishing to put an end in a friendly spirit to the difference which has arisen on these grounds,

Have named as their Plenipotentiaries, that is to say :—

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, Sir Horace Rumbold, Baronet of Great Britain, Knight Grand Cross of the Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, &c., &c., Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of the Netherlands ; and

Her Majesty the Queen-Regent of the Kingdom of the Netherlands, Messieurs Jonkheer Joan Röell, Knight of the Order of the Netherland Lion, Minister for Foreign Affairs, and Jacques Henri Bergsma, Knight of the Order of the Netherland Lion, Minister for the Colonies ;

Who, after producing their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :—

ARTICLE I.

The Government of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands, agree to invite the Government of a third Power to select from its subjects a jurist of undoubted repute to decide as Arbitrator in the matter of the above-mentioned difference.

ARTICLE II.

It shall be the duty of this Arbitrator to consider the above-mentioned claims for indemnity advanced by the British Government against the Netherland Government both on behalf of the master of the whaler “Costa Rica Packet,” and on that of the officers, the crew, and the owners of the vessel.

ARTICLE III.

The plaintiff Party shall forward to the Arbitrator, within a period of three months after the exchange of ratifications of the present Convention, a Memorandum in support of their demand, and shall immediately supply a copy thereof to the defendant Party.

Within a period of three months after receiving this copy, the defendant Party shall forward to the Arbitrator a Counter-Memorandum, of which they shall immediately furnish a copy to the plaintiff Party.

Within three months after receiving this copy the plaintiff Party may, if they think it expedient, forward to the Arbitrator a new Memorandum, copy of which they shall immediately furnish to the defendant Party, who may likewise, within three months after the receipt of this copy, forward to the Arbitrator a new Memorandum, copy of which they shall immediately furnish to the plaintiff Party.

The Arbitrator is authorized to grant to either Party asking for it an extension of one month in respect of all the periods mentioned in this Article.

ARTICLE IV.

After the exchange of these Memoranda no communication, either written or verbal, shall be made to the Arbitrator unless the latter addresses himself to the Parties, in order to obtain from them, or from one of them, further information in writing.

The Party which may give such information shall immediately furnish a copy thereof to the other Party, and the latter may, if they think well, within a month after the receipt of this copy, communicate in writing to the Arbitrator any observations to which it gives rise. These observations shall likewise be immediately furnished in copy to the other side.

ARTICLE V.

The Arbitrator shall decide all questions which may arise relative to procedure in the course of the arbitration.

ARTICLE VI.

In his Award, which shall be communicated by him to the two Contracting Parties, the Arbitrator, while having regard to the principles of international law, shall decide, in respect of each claim preferred against the Netherland Government, whether it is well founded, and, if so, whether the facts on which each of these claims is based are proved.

In such case, the Arbitrator shall fix the amount of the indemnity due by the Netherland Government on account of the injuries sustained by the master of the "Costa Rica Packet" personally, as well as on account of the injuries which shall have been established as having been sustained by the officers, the crew, and the owners of the said vessel as the necessary consequences of the precautionary detention of the master. Without prejudice to the obligation devolving on the plaintiff Party of establishing the injuries sustained, the Arbitrator may, if he thinks well, invite each Government to appoint a commercial expert to assist him, in the said capacity, to fix the amount of the indemnity.

ARTICLE VII.

The Arbitrator shall likewise determine in his Award the amount of necessary costs incident to the arbitration, and settle which of the Parties shall defray them. These costs, the amount of which it is clearly understood shall be limited as much as possible, may be adjudged to each Party in whole or in part.

ARTICLE VIII.

The High Contracting Parties mutually engage to accept as final the decision pronounced by the Arbitrator within the limits of the present Convention, and to submit to it unreservedly.

ARTICLE IX.

The present Convention shall be ratified, and shall come into force immediately after the exchange of ratifications, which shall take place at the Hague as soon as possible after the Convention has been approved by the Netherland States-General.

In faith of which the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention, and affixed thereto their seals.

Done in duplicate at the Hague, the 16th May, 1895.

(L.S.)	HORACE RUMBOLD.
(L.S.)	J. RÖELL.
(L.S.)	J. BERGSMA.

